

**MISSION LOCALE ORLEANAISE**

**9 Bld. deVerdun  
45000 ORLEANS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Exercice clos le 31 / 12 / 2021**

**MISSION LOCALE  
LE PRESIDENT**

**MARCEAU**

**VILLARET**

**MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS**

**9 Bld. De Verdun**

**45000 ORLEANS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées .

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il nous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

***CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT***

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du code de commerce.

Fait à Châteauneuf sur Loire, le 07 mai 2022

Le Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Dominique BILLEREAU

Mandataire social

**MISSION LOCALE ORLEANAISE**

**9 Bld. deVerdun  
45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 / 12 / 2021**

**MISSION LOCALE  
LE PRESIDENT**  
**MARCEAU VILLARET**

**MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS**

**9 Bld. De Verdun**

**45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Mission Locale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chateaufort sur Loire, le 07 mai 2022

Le Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

SARL CASTELCOM

Dominique BILLEREAU

Associé Mandataire Social

## Bilan Actif

		31/12/2021		31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
	Frais d'établissement			
	Frais de recherche et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Concessions brevets droits similaires			
	Autres immobilisations incorporelles (1)	26 541	26 541	
	Immobilisations incorporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
	Terrains			
ACTIF CIRCULANT	Constructions	229 532	169 878	59 654
	Installations techniques, mat. et outillage indus.			
	Autres immobilisations corporelles	307 882	267 115	40 767
	Immobilisations corporelles en cours	4 960		4 960
	Avances et acomptes			
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>			
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>			
	Participations évaluées selon mise en équival.			
	Autres participations	21 015		21 015
	Créances rattachées à des participations			
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	9 403		9 403
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>599 332</b>	<b>463 534</b>	<b>135 799</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>			
	Matières premières, approvisionnements			
	En-cours de production de biens			
	En-cours de production de services			
	Produits intermédiaires et finis			
	Marchandises			
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	6 810		6 810
	<b>CREANCES (3)</b>			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	17	17	
	Créances reçues par legs ou donations			
	Autres créances	145 089		145 089
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>			
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 647 915		1 647 915
	Charges constatées d'avance	3 137		3 137
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>1 802 967</b>	<b>17</b>	<b>1 802 951</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )			
	Primes de remboursement des obligations ( IV )			
	Ecarts de conversion actif ( V )			
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>2 402 299</b>	<b>463 550</b>	<b>1 938 749</b>
	(1) dont droit au bail			
	(2) dont à moins d'un an			9 403
	(3) dont à plus d'un an			9 079

## Bilan Passif

31/12/2021

31/12/2020

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	111 381	111 381
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	165 899	60 057
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	333 004	105 842
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>610 284</b>	<b>277 280</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	16 847	17 535
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>16 847</b>	<b>17 535</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>627 131</b>	<b>294 816</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	366	95 140
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>366</b>	<b>95 140</b>
Provisions	Provisions pour risques	440 885	99 361
	Provisions pour charges	279 274	233 184
	<b>Total des provisions</b>	<b>720 159</b>	<b>332 545</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 368	58 389
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	481 279	395 835
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	18 916	4 244
	Produits constatés d'avance	39 530	18 510
	<b>Total des dettes</b>	<b>591 093</b>	<b>476 978</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 938 749</b>	<b>1 199 479</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	333 004,11	105 841,96
	(1) Dont à moins d'un an	591 093	476 978
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		



## Compte de Résultat

1/2

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations

Vente de biens et services

Ventes de biens

dont ventes de dons en nature

Ventes de prestations de service

dont parrainages

Produits de tiers financeurs

Concours publics et subventions d'exploitation

Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable

Ressources liées à la générosité du public

Dons manuels

Mécénats

Legs, donations et assurances-vie

Contributions financières

Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Utilisations des fonds dédiés

Autres produits

Total des produits d'exploitation

31/12/2021

31/12/2020

12 mois

12 mois

3 422 428

2 750 897

145 418

134 598

80 694

41 040

29 575

3 689 580

2 915 071

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises

Variation de stock

Achats de matières et autres approvisionnements

Variation de stock

Autres achats et charges externes

Aides financières

Impôts, taxes et versements assimilés

Salaires et traitements

Charges sociales

Dotation aux amortissements et dépréciations

Dotation aux provisions

Reports en fonds dédiés

Autres charges

Total des charges d'exploitation

3 378 233

2 826 532

RESULTAT D'EXPLOITATION

311 347

88 538

## Compte de Résultat

2/2

		31/12/2021	31/12/2020
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>311 347</b>	<b>88 538</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	831	885
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>831</b>	<b>885</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières</b>		
	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>831</b>	<b>885</b>
	<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>	<b>312 178</b>	<b>89 424</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	13 451	13 145
	Sur opérations en capital	12 102	20 694
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>25 553</b>	<b>33 838</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	869	17 420
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 858	
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>4 727</b>	<b>17 420</b>
	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>20 826</b>	<b>16 418</b>
	Participation des salariés aux résultats		
	Impôts sur les bénéfices		
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 715 963</b>	<b>2 949 794</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 382 959</b>	<b>2 843 952</b>
	<b>EXCÉDENT ou DÉFICIT</b>	<b>333 004</b>	<b>105 842</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
	Dons en nature		
	Prestations en nature	88 034	95 833
	Bénévolat		
	<b>TOTAL</b>	<b>88 034</b>	<b>95 833</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations	88 034	95 833
	Personnel bénévole		
	<b>TOTAL</b>	<b>88 034</b>	<b>95 833</b>

## Faits caractéristiques

### Crise sanitaire

La crise sanitaire liée au COVID 19 et la promulgation de l'Etat d'urgence sanitaire par la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 ne constituent pas des événements conduisant l'entité à remettre en cause le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes annuels clos au 31/12/2021.

## Règles et Méthodes Comptables

### Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

#### Objet social :

Les Missions Locales existent depuis 1982. Aujourd'hui, il y en a 440 partout en France y compris dans les DOM-TOM. Elles ont été créées pour permettre aux jeunes de 16 à 25 ans d'être écoutés par des professionnels qui les aident à trouver des solutions pour avancer, dans la vie professionnelle (emploi, formation) et/ou dans la vie quotidienne (logement, santé, volontariat, permis de conduire ...).

Les Missions Locales sont comme les jeunes : uniques et particulières. Pour répondre aux besoins des jeunes, elles s'adaptent à l'endroit où elles sont implantées et travaillent avec tous les partenaires du territoire (Pôle emploi, entreprises, CIO, associations ...) pour leur proposer un accompagnement personnalisé.

La Mission Locale de L'Orléanais, est un espace d'intervention au service des jeunes de 16 à 25 ans. Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches. La structure d'accueil doit apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé. Chaque jeune, selon son niveau, ses besoins, ses difficultés peut bénéficier de réponses individualisées pour définir son objectif professionnel et les étapes de sa réalisation, pour établir son projet de formation et l'accomplir, pour accéder à l'emploi et s'y maintenir.

La mission locale intervient dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes dans tous les domaines : orientation, formation, emploi, logement, santé, mobilité, citoyenneté, sports, loisirs, culture et d'accompagnement pour aider les jeunes de 16 à 25 ans à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle. L'objectif de la Mission Locale est de favoriser la concertation entre les différents partenaires pour construire des actions adaptées aux besoins des jeunes et aux réalités locales.

La Mission Locale a aussi pour vocation d'expérimenter et d'innover dans le champ de la jeunesse pour construire des réponses adaptées. La Mission Locale crée, développe et anime des réseaux de partenaires y compris spécialisés. Les jeunes bénéficient dans la Mission Locale d'un suivi global, ils bénéficient d'un suivi prenant en compte toutes les difficultés (santé, logement, etc.) qui pourraient interférer ou gêner leur projet d'insertion professionnelle, ce dans le but de contribuer à lever ces freins. La Mission Locale, est chargée d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'aider les jeunes en démarche d'insertion professionnelle et sociale.

#### Missions sociales :

a) Un accompagnement global au service de l'accès à la vie active Depuis bientôt trente ans, les missions locales ont développé un mode d'intervention global au service des jeunes qui consiste à traiter l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

## Règles et Méthodes Comptables

b) Des services proposés aux jeunes dans trois domaines : professionnel, social et vie sociale - Définition du projet professionnel, accès à une formation professionnelle, recherche d'emploi et intégration dans l'entreprise.

– Information sur la santé et accès aux soins, recherche d'un hébergement et accès à un logement autonome.

– Accès aux droits, participation citoyenne, accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs.

c) Le métier des missions locales : accueil et entretien avec les jeunes, réseau avec les partenaires locaux. L'accueil de proximité est primordial pour les missions locales qui ont mis en place plus de 5000 lieux ouverts au public. Les jeunes se rendent à la mission locale de manière volontaire et sont accueillis immédiatement pour une première réponse à leur demande ou un premier entretien avec un conseiller. L'accompagnement en entretien est le principal mode d'intervention. C'est au cours de l'entretien que le conseiller aide le jeune à s'orienter et détermine avec lui les moyens à mobiliser pour réaliser toutes ses démarches. Afin d'apporter aux jeunes tous les services nécessaires pour lever les freins à l'insertion, la mission locale dispose d'un réseau de partenaires locaux : entreprises, organismes de formation, service public de l'emploi, services de santé de logement et d'action sociale, services publics locaux, collectivités, associations, etc.

d) Un outil d'intervention en direction de la jeunesse associant l'Etat, les collectivités locales et les acteurs du territoire. Pour s'adapter au plus près de situations locales, les missions locales ont un statut associatif. Les présidents des conseils d'administration sont toujours des élus participant au financement des missions locales. Dans leurs instances associatives, les missions locales fédèrent les élus des collectivités territoriales, les services de l'Etat, Pôle Emploi, les partenaires économiques et sociaux et le monde associatif. Les missions locales sont une forme de mise en commun de moyens entre l'Etat et les Collectivités Locales.

### Moyens mis en œuvre et

#### ressources :

La Mission Locale de l'Orléanais est composée de 62 salariés :

- o Directrice
- o Responsables de Secteur
- o Responsable des Ressources Humaines
- o Assistantes de Direction
- o Responsable Financière
- o Assistantes Administratives
- o Chargées d'Accueil
- o Conseillers
- o Psychologue
- o Employés de Ménage

## Règles et Méthodes Comptables

Les ressources de la Mission Locale proviennent des subventions des différents financeurs :

- o L'Etat,
- o Le Conseil Régional du Centre Val de Loire,
- o Le Conseil Départemental du Loiret
- o Pôle Emploi,
- o Orléans Métropole, Les Communes du bassin d'emploi d'Orléans

### Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2021** et finit le **31/12/2021**.  
Il a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/02/2021 par les dirigeants de l'association.

### Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2021** ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

## Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

## Règles et Méthodes Comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Agencements des constructions : 7 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 3 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 3 à 8 ans

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2021
			Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Viremt p.à p. Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	26 541				26 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 541				26 541
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement	213 454		20 591	4 513	229 532
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	302 038		12 209	6 365	307 882
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours			4 960		4 960
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	515 492		37 760	10 878	542 374
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	21 015				21 015
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	9 079		359	34	9 403
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 093		359	34	30 418
TOTAL		572 126		38 118	10 913	599 332

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	26 541			26 541
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>26 541</b>			<b>26 541</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	163 829	10 562	4 513	169 878
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	238 832	34 648	6 365	267 115
	Emballages récupérables et divers				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>402 660</b>	<b>45 211</b>	<b>10 878</b>	<b>436 993</b>
<b>TOTAL</b>		<b>429 201</b>	<b>45 211</b>	<b>10 878</b>	<b>463 534</b>

## Créances et Dettes

	31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	9 403	9 403	
Clients, usagers douteux ou litigieux	17	17	
Autres créances clients, usagers			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	250	250	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	139 497	139 497	
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	5 342	5 342	
Charges constatées d'avance	3 137	3 137	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>157 645</b>	<b>157 645</b>	

Prêts accordés en cours d'exercice  
Remboursements obtenus en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

	31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	51 368	51 368		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	224 836	224 836		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	223 624	223 624		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	32 819	32 819		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	18 916	18 916		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	39 530	39 530		
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>591 093</b>	<b>591 093</b>		

Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exercice  
Emprunts dettes associés (personnes physiques)

## Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2021	31/12/2020	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	143 909	218 548	(74 639)	-34,15
<b>TOTAL</b>	<b>143 909</b>	<b>218 548</b>	<b>(74 639)</b>	<b>-34,15</b>

Les subventions à recevoir sont déterminées à partir des bilans de réalisations des différentes conventions de financement signées entre l'association et les financeurs publics.

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2020	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2021
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	111 381				111 381
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	60 057	105 842			165 899
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	105 842	(105 842)	333 004		333 004
<b>Situation nette</b>	<b>277 280</b>		<b>333 004</b>		<b>610 284</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	17 535		11 413	12 102	16 847
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>294 816</b>		<b>344 417</b>	<b>12 102</b>	<b>627 131</b>

## Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	233 184	59 018	22 691	269 511
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	99 361	450 648	99 361	450 648
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>332 545</b>	<b>509 666</b>	<b>122 052</b>	<b>720 159</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations				
incorporelles				
corporelles				
legs ou donations				
des titres mis en équivalence				
titres de participation				
autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers	17			17
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>17</b>			<b>17</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>332 561</b>	<b>509 666</b>	<b>122 052</b>	<b>720 176</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		509 666	122 052	
- financières				
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.

## Charges à payer (avec détail)

	31/12/2021	31/12/2020	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 121	25 464	(343)	-1,35
Dettes fiscales et sociales	303 755	274 470	29 284	10,67
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	18 916	2 562	16 354	638,4
<b>TOTAL</b>	<b>347 792</b>	<b>302 496</b>	<b>45 296</b>	<b>14,97</b>

## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2021
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			3 137
		3 137	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			3 137